



DECLARATION DE L'UNION SACRÉE DES FORCES VIVES DE GUINÉE

L'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée suit de très près les annonces répétées du Premier ministre de la Transition et son Ministre des transport, porte-parole du gouvernement sur l'organisation du référendum constitutionnel et le report Sine die du chronogramme de la transition.

Il est de notre devoir de rappeler que le Premier ministre et son porte-parole n'ont ni la légitimité et la légalité de reporter un chronogramme de la transition initialement établi entre une institution sous-régionale et l'Etat guinéen.

C'est pourquoi, nous membres de l'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée restons ferme et catégorique sur le respect de cette disposition établie entre la CEDEAO et l'Etat guinéen fixant la durée de la transition pour deux (2) ans.

Nous sommes conscients et déplorons la situation socio-économique que traverse notre pays : le délestage du courant électrique, le manque d'eau dans les robinets, la hausse des prix des denrées de premières nécessités, le chômage, la reprise des kidnappings des leaders socio-politique à l'occurrence de **Foniké Menguè** et **Billo Bah**, la tentative d'enlèvement de monsieur **Alpha Bayo**, coordinateur la MAOG, président de la commission communication de l'Union Sacrée. Sans oublier l'embourgeoisement à ciel ouvert des membres du CNRD et du gouvernement au détriment du bien-être des populations.

Sur le respect du chronogramme de la transition, L'Union Sacrée soutient que le référendum constituant et les autres consultations électorales prévues dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel normal, peuvent bien être organiser au plus tard, le 31 décembre 2024.

Ces consultations électorales peuvent bien s'organiser dans le cadre d'un réaménagement du chronogramme de la transition en intégrant les modifications ci-après :

- La mise à l'écart du Programme National du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (PN/RAVEC),
- La mise en place consensuelle d'un Organe de Gestion des Elections (OGE),
- Le toilettage du fichier électoral,
- L'organisation couplée des élections législatives et présidentielle.

C'est pourquoi, l'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée appelle avec insistance les autorités de la Transition, notamment le Président de la transition, le Général **Mamadi DOUMBOUYA**, à faire preuve de patriotisme face à sa responsabilité d'organiser, conformément à son engagement de départ, les consultations électorales prévues d'ici au plus tard, le 31 décembre 2024.

Lors de la 65eme session de la CEDEAO, elle s'est félicitée des progrès réalisés en Guinée dans le cadre de la transition, nous pensons que cette instance sous régionale est totalement déconnectée des réalités du pays. Elle doit prendre ses responsabilités pour exiger le respect de l'accord qui a été signé entre elle et les autorités de la Transition.

Au même moment le Ministre porte-parole du gouvernement déclare officiellement que la durée de la transition est reportée sine die sans aucune concertation avec la classe politique. Nous condamnons avec la dernière énergie cette sortie et nous invitons le CNRD à se désolidariser au risque d'être comptable des conséquences qui pourraient en découler.

La dynamique des organisations de la société civile guinéenne a annoncé des Journées T-shirt Rouge (Tous les Jeudis) et des séries de manifestations les 30/31 juillet et 1^{er} Aout 2024 contre la fermeture des médias et la cherté de la vie. Nous, membres de l'Union sacrée des Forces Vives de Guinée apportons notre soutien inconditionnel à cette démarche et invitons le Peuple à se mobiliser pour la réussite de ces actions, car la lutte contre la fermeture des médias est une question indissociable au retour à l'ordre constitutionnel.

Après cette étape et conformément à notre plan d'action, l'Union Sacrée des Forces Vives programme également des séries de manifestations aussi bien en Guinée qu'à l'étranger en vue de faire fléchir le CNRD dans sa volonté de confiscation du pouvoir.

A partir de cette conférence de Presse, nous lançons officiellement le compte à rebours pour le retour à l'ordre constitutionnel. Nous rappelons à l'opinion publique nationale et internationale qu'il ne nous reste que **167 jours** pour que les autorités de la transition passent la main à un pouvoir civil démocratiquement élu.

L'Union Sacrée appelle le Peuple souverain de Guinée à s'unir et à se mobiliser pour un retour à l'ordre démocratique et constitutionnel normal, d'ici à la fin de l'année 2024.

En tout état de cause, l'Union sacrée des forces vives de Guinée se réserve le droit de ne pas reconnaître les institutions issues du coup d'Etat du 05 Septembre, de demander une désobéissance civile sur toute l'étendue du territoire, de demander la mise en place d'un gouvernement civil qui aura pour seule mission d'engager le processus électoral dans un délai raisonnable en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel.

Vive le retour à l'ordre constitutionnel !

Vive la démocratie !

Vive la République !

Conakry, le 14 juillet 2024

L'Union Sacrée des forces Vives de Guinée